N°28 • Vendredi 3 septembre 2021

# cerises la coopérative

## Humeur de Cerises

Le nouveau préfet de l'Hérault déclare à la Gazette locale qu'il veut nettoyer Montpellier, lutter « contre tous les séparatismes, et pas seulement islamique,(…) et notamment l'ultra-gauche ». Pas un mot sur l'extrême-droite ! Masque de camouflage sur le nez… Garde à vous !

Pegasus nous en apprend de belles, en plein été, sur la déconfiture des libertés. La princesse Al-Maktoum, fille de l'émir de Dubaï, quand elle a fui son pays en mars 2017, avait bien fait d' « oublier » son téléphone dans les toilettes.

Bien qu'accusé de fraude fiscale, Google va louer ses services à l'administration française pour traquer les possesseurs de piscine ou de construction non déclarées…

Le président du PC Chinois considère qu'il y a trop de… milliardaires en Chine. Comment se fait-ce ?

Sur France Info Gérald Darmanin déclare «Je ne vois pas quand on est de droite ce qui peut vous séparer de la politique d'Emmanuel Macron». Mince, on est d'accord avec Darmanin !

## Agenda militant

**10-11-12 septembre**
Fête de l'Humanité

**Grève le 23 septembre**
Pour un plan d'urgence dans l'éducation

**5 octobre**
Salaires, emplois, conditions de travail et d'études
Action interprofessionnelle

# Passe sanitaire, vaccination, manifestations …

Depuis que Macron l'a inventé et l'a balancé à la téloche, ce passe sanitaire met du monde dans la rue, dans tout le pays ! Pour notre part nous ne confondons pas la nécessité de se vacciner et le passe sanitaire.

Comment supporter que ce dispositif s'accointe à la précarité qui fait habiter loin de tout, loin des centres de santé, loin des lieux de vaccination. Parce qu'à vivre sans papier ou sans-domicile-fixe, on prend soin d'éviter les lieux de contrôle. Comment supporter que le passe sanitaire soit un outil de discrimination mis à disposition des employeurs et excluant la médecine du travail ?

Et aussi, comment se faire vacciner, comment faire vacciner ses propres enfants, en confiance lorsque le vaccin, outil de cohésion, de solidarité, de responsabilité devient la férule qui trie les citoyens ?

Alors oui, les manifestations anti passe sont massives et renouvelées chaque semaine. Les femmes y sont en nombre. Les cortèges forment souvent comme une marée de pancartes qui sont des prises de parole individuelle et formulée parmi tous.tes : « je suis vacciné et contre le passe », « je ne suis pas un QR code » « je dis oui au vaccin je dis non au passe, je veux garder ma liberté » à la première personne du singulier mais aussi à la première personne du pluriel : « c'est nous la quatrième vague ! » lit-on des pancartes. Certaines mettent en cause le principe même de la vaccination. Elles ne sont pas foison, mais néanmoins présentes. De même pour les messages antisémites. La présence, affirmée ou souterraine, de l'extrême-droite, de conspirationnistes, est marquée : pas partout, mais bien plus que lors des manifestations des Gilets jaunes. Notre camp doit les exclure, les dénoncer, refuser de s'y mêler ; la forme est à décider selon les réalités locales.

Petite remarque : ça n'est pas le COVID qui a inventé la méfiance à l'égard du vaccin. Ces dernières années les services de santé ont dû enclencher de vives campagnes face au retour de la rougeole pour cause de vaccination insuffisante. Comment ignorer que la crise favorise le doute et le repli sur soi, qu'elle fait vaciller les réflexes de solidarité, efface le besoin de santé publique. Des années de politique basée sur l'individualisme, le « capital santé » pour ce sujet, se traduisent aujourd'hui dans les réactions. Les pratiques gouvernementales faites de mensonges, d'autoritarisme, de confiscation de l'information scientifique, sur fond d'État d'urgence permanent, ont aggravé cette pente qui étrille la fraternité. Face à cela, sans aucun doute, nous avons manqué d'initiative, de tentative d'auto-organisation, de campagnes menées par les mouvements sociaux qui ne soient pas que des réactions aux mesures gouvernementales...

Oui, la vaccination est un besoin, mais pour tous et toutes, partout : c'est pour cela que nous avons lancé depuis des mois une campagne pour supprimer les brevets qui en empêchent la gratuité et la diffusion à une partie importante de l'humanité !

On peut être viré si on n'a pas tous les papiers de vaccination en règle mais on n'en n'a rien à faire des centaines de millions de personnes non vaccinées à cause des brevets ?

La vaccination n'a de sens qu'à l'échelle planétaire, or des centaines de millions de personnes sont non vaccinées à cause des brevets. ●

Catherine Destom Bottin

Christian Mahieux

# Afghanistan : Paroles de femmes révolutionnaires

Depuis l'entrée dans Kaboul des talibans en armes, les médias font mine de redécouvrir les droits des femmes menacés dans ce pays. Bien sûr, ils le sont, et avec des conséquences prévisibles effroyables. Mais si les forces les plus réactionnaires, sexistes, homophobes triomphent, l'impérialisme n'y est pas pour rien ; d'une part, il les a aidées quand il le jugeait utile, d'autre part c'est en opposition à ses méfaits que ces courants prolifèrent. Fausse solution, certes.

Quelques semaines avant la prise de pouvoir des talibans, négociée avec le régime américain en février 2020 à Doha, une porte-parole de RAWA (Association Révolutionnaire des Femmes en Afghanistan) donnait des précisions éclairantes[1]. Des 20 ans d'occupation américaine n'a pas résulté une situation mirifique ; loin de là.: « *Il y a eu quelques succès, comme le fait que les filles ne sont plus interdites d'école et que les femmes ont pu exercer certains emplois. Les médias ont réussi à atteindre les villages les plus reculés et les gens ont eu accès aux émissions de radio et de télévision. Des systèmes de communication tels que les téléphones portables et l'internet ont été introduits. Ces choses peuvent sembler évidentes, mais pour un pays très pauvre et arriéré, ce sont de véritables conquêtes. Mais dans le même temps, la corruption s'est généralisée et le fossé entre les riches et les pauvres s'est creusé. Sous le régime des talibans, la culture de l'opium a été interdite, mais aujourd'hui, l'Afghanistan est la plus grande base de contrebande de drogue tandis que les divisions ethniques et les affrontements armés sont à leur plus haut niveau […] Les femmes afghanes sont les premières victimes de la guerre et de la violence persistante. Des cas de viols, d'enlèvements, de mariages forcés, de mariages de mineurs et de violences domestiques sont signalés quotidiennement. La principale [raison]est la forte emprise de ces fondamentalistes qui ont été soutenus par les États-Unis et qui sont les mêmes misogynes qui siègent au parlement, qui font les lois, qui contrôlent la police, le système judiciaire et tous les organes gouvernementaux. […] Nous étions totalement contre cette occupation et la présence de ces troupes. […] Tant que les États-Unis et de nombreux autres courtisans impliqués tels que le Pakistan, l'Iran, la Turquie, et même la Russie, la Chine et l'Inde trouveront leur intérêt à soutenir des fondamentalistes religieux et des criminels connus, il sera difficile de trouver une solution. […] RAWA croit fermement qu'aucune nation ne peut recevoir la paix et le progrès comme si c'était un cadeau. Les nations doivent se battre, construire la paix de leurs propres mains, pour avoir un lien solide avec elle.* »

RAWA est une organisation politique et sociale de femmes fondée en 1977 à Kaboul. Elle a par exemple scolarisé clandestinement, sous les talibans, des milliers de femmes. RAWA s'est opposé aux interventions étrangères successives dans ce pays, que ce soit celle de l'URSS, ou des États-Unis et de ses alliés, dont la France. Ces derniers ont, dans un premier temps, financé des forces réactionnaires pour combattre les soviétiques, puis, en 2001, ont envahi l'Afghanistan pour écarter du pouvoir les talibans qu'ils avaient contribué à installer.

● Christian Mahieux

1. L'interview complète est disponible sur le site du Réseau syndical international de solidarité et de luttes (laboursolidarity.org)

# Tunisie : le Président prolonge l'état d'exception !

Kaïs Saïed s'est arrogé les pleins pouvoirs le 25 juillet, en vertu d'une interprétation pour le moins personnelle de l'article 80 de la constitution tunisienne prévoyant une telle éventualité en cas de « péril imminent » et pour une période limitée à 30 jours. Il vient de prolonger jusqu'à nouvel ordre cet état d'exception. Ce coup de force dirigé contre le mouvement islamiste Ennahdha et son principal dirigeant Ghannouchi par ailleurs Président de l'Assemblée nationale accusés de bloquer les possibilités d'amélioration de la situation, a été applaudi par une majorité de la population et en particulier la jeunesse. Les réactions opposées en dehors de celles d'Ennahdha ou d'un dirigeant de gauche comme Hamma Hammami ont été très rares et le puissant syndicat UGTT a suivi cette évolution favorablement.

Le Parlement suspendu, le Président gère seul les affaires et une vaste purge anti-corruption a été entamée mais, à ce jour, aucune « feuille de route » sur la future politique que compte mener le Président n'a été présentée. Sauf qu'il s'est déclaré partisan d'un pouvoir fort et d'une politique verticale s'adressant directement au peuple sans recours aux pouvoirs « intermédiaires ».

Même si Kaïs Saïed bénéficie selon un sondage du soutien de 90 % de la population, la situation actuelle est inquiétante d'autant qu'il est particulièrement réactionnaire sur les questions sociétales. Les politiques menées depuis 2011 par les différents gouvernements ont montré leurs limites sur le plan social en particulier dans les régions périphériques du pays, mais on ne peut que craindre les évolutions populiste et autoritaire actuelles et s'y opposer.

● Henri Mermé

*Depuis que ce texte a été écrit la situation se dégrade avec l'arrestation de nombreux opposant.es et parlementaires et la liquidation de l'INLUCC organisme indépendant de lutte contre la corruption. Les signes d'une marche vers un régime autoritaire voire dictatorial se précisent.*

*Voir aussi l'interview de Kamel Jendoubi reprise sur le site de Cerises*

# Biden, annonces et réalités

On se doutait que le plan de relance de Biden aurait du mal à passer de l'effet d'annonce à la réalité
Cela se confirme ; comme trop souvent, la gauche (?) même majoritaire, se croit obligée de faire avec (ou comme) la droite.
C'est ainsi que 5 sénateurs démocrates se sont mis d'accord avec 5 sénateurs républicains, voilà le résultat :
- Le plan initial de 2250 mds de dollars est ramené à 1209 mds sur 8 ans et, sur cette enveloppe, il n'y a que 580 mds supplémentaires, le reste étant des crédits déjà prévus. On change d'échelle !
- L'investissement dans les « infrastructures humaines » a été retiré. L'accord ne porte que sur des investissements classiques. Certes, cela reste un peu Keynésien mais plus social du tout.
- Le taux de l'impôt sur les sociétés restera à 21% alors qu'il devait être porté à 28% pour faire financer le projet par les grandes fortunes. À la place, c'est la croissance générée par le plan de relance qui, en produisant du profit, augmenterait les recettes fiscales. On croirait entendre Macron, et il semble que, sans le dire, la théorie du ruissellement redevient d'actualité.
- L'accord comprend le renoncement à la transition vers les énergies renouvelables.

Certes, Biden clame qu'il ne renonce à rien, que les mesures annoncées initialement seront dans d'autres dispositifs, notamment budgétaires etc. Mais il n'est même pas acquis que ce qu'il reste de son plan sera budgété.
D'autant plus que l'aile gauche du parti démocrate menace de ne pas le suivre….
Et les lobbies de la finance continuent de s'activer pour que la manne financière serve bien à valoriser le capital…
La nouvelle sociale-démocratie annoncée à grand coup de trompettes risque bien de n'être… qu'un effet d'annonce.

● Alain Lacombe

# Une rentrée sanitaire sous haute tension ?

**Voilà un an et demi que dure la pandémie, et le doute s'installe sur la possibilité d'y mettre fin. Ce virus qui transforme nos rapports sociaux, et se transforme lui même, continue de se propager. Le jour d'après se fait attendre…**
**La pandémie met à nu les conséquences catastrophiques du système capitaliste. Mais dans ce clair-obscur, des résistances se développent, des points d'appui émergent pour construire des alternatives. A l'heure où le débat fait rage sur le passe sanitaire et les mobilisations en cours, *Cerises* consacre son dossier de septembre à la rentrée sanitaire.**

## Soignant.e.s ici et ailleurs, sécurité sociale et démocratie sanitaire

Avant de plonger dans les 4 thèmes que le groupe de travail a définis, Pierre Zarka et Danielle Montel reviennent sur les enjeux de la rentrée sanitaire.

**Les soignants, leur travail et leurs luttes**

Sont-ils un groupe que l'on pourrait désigner comme un prolétariat en blouse blanche, qui, durant les mois de lutte, au plus fort de l'agression endémique, a expérimenté la prise de pouvoir sur le contenu et l'organisation de son travail. Pour sauver les vies, il n'y avait pas d'autre solution que de passer outre le management mis en place par les ARS (agences régionales de santé).

Cette expérience de durée courte est-elle prémonitoire de construction d'expériences auto gestionnaires à plus long terme ?

Par quels chemins, le nécessaire dépassement de la durée courte de cette expérience, peut-il passer ? Du vécu n'est-il pas disponible pour ce dépassement ?

Les applaudissements quotidiens, durant plusieurs mois à leur égard, ne sont-ils pas la manifestation d'une sociabilité populaire passée de l'autre côté de la détestation des « fonctionnaires ». Une part remarquable de la population française a applaudi des salariés qui se sont un temps, affranchis de la domination et ce, au moment où le détournement de l'argent nécessaire par les actionnaires a été largement dénoncé. Cela a traduit un point commun entre personnels et usagers, nouveau.

Peut-on alors passer du partage de la réflexion entre personnels soignants et usagers aux mesures qui conditionnent une refondation du service hospitalier ?

Olivier Frachon nous livre son analyse à partir de témoignages de soignant.e.s.

**A propos de l'internationalisation des combats des blouses blanches**

Les soignants, sur la planète entière, mènent au quotidien le combat contre la pandémie. Ces combats les amènent à mettre en cause le minage des politiques de santé. Or, souvent, très souvent, l'expérience militante se heurte à une situation double : l'emballement du capitalisme boursier et internationalisé conduit sur la planète, probablement des milliards de gens qui, victimes dans leur

chair dans leur vie, à mettre en cause ce système d'exploitation. Mais c'est justement sa mondialisation, son ultra présence dans tous les moments de la vie qui fait baisser les bras de ses victimes : « que peut-on ici maintenant contre eux » !

Les soignants sur la planète entière combattent la pandémie, une lutte qui conforte leur mise en cause des politiques de santé. Faire partager la dimension internationale de ces combats est sans doute une antidote puissante : le capital s'internationalise mais nous pouvons internationaliser le combat contre lui !

Utopie ? rien de moins sûr : les luttes des soignants, la bataille contre les brevets appliqués au vaccin anti COVID menées dans de nombreux pays rassemble des millions de signataires comme on n'en avait pas vu depuis la guerre du Vietnam.

Patrick Le Tréhondat revient sur les dénominateurs communs des luttes des soignant.es dans le monde.

**Qu'est-ce que la sécurité sociale ?**

À écouter les mots on pourrait dire que la sécurité sociale, c'est un sentiment, le sentiment qu'on éprouve lorsque l'on se sait à l'abri du danger. Sociale dit que cette sécurité là vient de la société. En fait la sécurité sociale, c'est n'avoir pas peur parce que l'on vit avec les autres. Tous les autres garantissent le sentiment de chacun d'être à l'abri du danger.

Cette sécurité concerne la famille de chacun, son exposition aux aléas et aux évolutions de la vie, à la maladie, à l'accident du travail, à l'invalidité, à la perte d'autonomie, à la retraite venue, au chômage, à l'éducation des enfants.

Cette disparition, cette atténuation de la peur, est possible parce que chacun verse au prorata de son salaire et reçoit, non pas en fonction de ce qu'il peut payer, mais en fonction de ce dont il a besoin.

Cela ressemble furieusement à l'adage des premiers socialistes et des premiers communistes : « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ».

Alors quoi, il y a déjà du communisme dans la société capitaliste avancée? Il y a un objet communiste bigrement rentable dans la société néolibérale, si rentable, que depuis son existence, cet objet est en permanence cible de tentatives de captation. La manœuvre, plus violente encore aujourd'hui, consiste à détacher la sécurité sociale du salaire de telle façon qu'elle cesse d'être la propriété du peuple et qu'elle devienne par la même accessible à la spéculation.

Et l'on mesure alors que défendre la Sécu n'est pas un travail de terrassier «reboucheur» de trou c'est une action populaire pour poursuivre, développer l'échappement à la domination. N'avoir pas peur c'est justement n'être pas dominé, demeurer maître de soi et de sa vie. Le combat du maintien et du développement de la sécurité sociale est d'une modernité folle !

Sous quelle forme moderne, avec quels arguments reconstruits, enclencher ce travail ?

Marianne Coudroy et Sylvie Larue nous livrent leurs réflexions.

**Démocratie sanitaire…**

La forme militante et contestataire de la mobilisation des personnes vivant avec le VIH dans les années 1980-1990 a contribué à changer le rôle et l'identité du patient. Elle a mis en évidence l'importance de la participation des personnes concernées dans la recherche et à tous les niveaux de l'organisation des soins.

L'installation du Covid dans nos vies s'est déroulée sur ce terreau d'un rapport modifié à l'égard de l'institution médicale La faillite de l'État, ses mensonges assumés, le vécu quotidien d'une prise en charge très détériorée des besoins de soins, en même temps que l'application StopCovid s'est fracassée sur le refus populaire de « collaborer », sont des signaux à observer. Indiquent-ils une disponibilité populaire en gestation vers la prise en main des affaires de santé. Faut-il parler de nécessaire démocratie sanitaire, ou faut-il que les citoyen.ne.s, au delà du mot, arrachent leur participation sous forme élective par exemple, à la vie des lieux, secteurs économiques, et dispositifs de santé qui les concernent ?

Martine Lalande du Syndicat de la Médecine Générale nous livre son propos.

Bonne lecture, et merci de nous transmettre vos réactions.

● **Le comité de rédaction**

© Serge d'Ignazio

# C'est d'aujourd'hui que naît demain

**Danielle Montel**

La pandémie, le combat qu'elle innerve, souligne la gravité du moment : « le capitalisme met l'humanité en péril ». Les turbulences produites accentuent le focus sur les besoins, les priorités, les blocages, les carences, les entraves.

La Santé, n'est pas un bien marchand mais un bien commun mondial. Il faut la sortir du marché.

La voracité des groupes pharmaceutiques éclate. Leurs actes mortifères, leur culture du secret, les brevets, cette appropriation injustifiée rendant impossible à de nombreux pays disposant d'une industrie pharmaceutique, de produire les médicaments, les vaccins, dont ils ont besoin.

C'est une question forte d'éthique et d'efficacité…

La financiarisation du monde, les crises quelle engendre, qui exigent des taux de profits supérieurs à 20%, la titrisation, qui gangrène tous les groupes, les prix des médicaments devenus spéculatifs (lire « *La santé hors de prix l'affaire Sovaldi* » d' O. Maguet).

À l'international, ce n'est pas l'organisation mondiale de la santé mais **l'organisation mondiale du commerce qui décide !** C'est à dire les fonds de pension et d'investissements, les big pharma et leurs commanditaires, les gouvernements et leurs structures internationales. Ainsi Macron et l'UE font obstacle à la levée des brevets pour les vaccins contre la COVID.
Une évidence, entre le capitalisme et l'humanité, ça se joue maintenant à LUI ou NOUS

**Réponses et luttes émergent**

Des femmes, des hommes, actuellement, sur la planète entière, s'engagent au quotidien dans la lutte contre la pandémie. Ces luttes révèlent l'impact sur des milliards de gens victimes dans leur chair, dans leur vie du capitalisme boursier et internationalisé. Ils appellent à rompre avec ce système d'exploitation.

Cette mondialisation (capitaliste), la toile d'araignée tissée par ce système, engluant tous les pays du globe, son ultra présence dans tous les moments de la vie, de nos vies, est pesant et insupportable.

**Où va-t-on ? Que peut-on, ici, maintenant, contre eux ?**
**Regardons, entendons, ce qui bouge.**

Partager la dimension internationale de ces combats est sans doute une antidote puissante et trace un possible : le capital s'internationalise nous devons internationaliser le combat contre lui !

Est-ce une utopie ? Rien de moins sûr.

L'importance d'une couverture sociale, question centrale pour l'accès à des médicaments utiles et efficaces, grandit.

Les luttes des professionnels de santé, la bataille contre les brevets appliqués au vaccin anti-COVID contre l'appropriation financière de la santé, pour ouvrir les sites de production partout où c'est possible, sont menés dans de nombreux pays et rassemblent des millions de signataires…

L'acharnement des groupes du CAC 40, des institutions et des gouvernements témoigne que c'est un point sensible, une des ruptures à engager.

Des utopies se réalisent, l'ancien Mac-Do de Marseille a été réquisitionné par ses salariés, converti en banque alimentaire. Une coopérative a pour projet de construire une plate forme solidaire et citoyenne pérenne.

**Ce sont des bougés éclairants pour aller plus loin vers la transformation radicale de la société.**

**La santé, la vie,** nourrissent partout en France, en Europe, en Afrique, en Asie, an Amérique des initiatives, des constructions anti capitalistes. Hier, un mouvement s'était créé à l'époque de l'apparition de nouveaux traitements contre le sida, avec quelques succès. Aujourd'hui un autre se développe pour la levée des brevets. En France… en Europe… dans le monde… Certes ces mouvements ne sont pas suffisants. Ils sont prometteurs pour l'avenir si on décide de les investir, d'y participer.

**Les soignants, pendant la crise**, ont fait face. Ils ont décidé, se sont organisés, ils luttent jusqu'à épuisement avec une solidarité maxi. Dans des pays, des régions, les gens les ont applaudit.

A Paris, la Tour Eiffel scintille de blanc, la Tour Montparnasse s'illumine de rouge, « un cœur battant », à New York, Moscou ou Dubaï, des monuments emblématiques se sont éclairés, pour clore le mouvement lancé par l'Empire State Building pour honorer leur travail et de toutes les personnes qui luttent quotidiennement contre le virus, tels les éboueurs, les caissières, les chauffeurs de bus, les ubers… tous ceux qui agissent et s'engagent.

Dans plusieurs régions de France, des Coopératives de Santé se construisent, telles à Paris 10, à Uzès, le centre de santé communautaire autogéré de Saint-Nazaire, d'Hennebont… en laissant aux acteurs de terrain la responsabilité de s'organiser au mieux de l'intérêt des patients.

En Afrique, au Togo, au Sénégal… des volontés se mettent ensemble, des chercheurs, des cliniciens, des associations, « *pour le bien de la communauté* ».

En Asie, au Vietnam, en Amérique plurinationale… des gens s'engagent, cherchent à construire des liens avec les autres continents pour faire reculer maladie et famine, pour une autre économie que l'accumulation de capital, pour le bien-être et le Vivre Bien de l'être humain.

**Urgent** de se mobiliser, peuples, associations, et toutes les forces **qui aspirent au changement pour conquérir des pouvoirs de décider à tous les niveaux.**

D'autant qu'en même temps, les politiques désastreuses, les décisions mortifères, continuent !

Il faut s'attaquer résolument aux questions centrales, aux pouvoirs imposés, sortir du cadre financier, et dessiner la société que nous souhaitons, humaine, égale, juste et digne.

En fait, il nous faut sortir du capitalisme. Ce ne sera pas facilement, ce ne sera pas par consensus. Ce sera en agissant, en construisant.

**Ce n'est pas de s'en remettre à demain. C'est d'aujourd'hui que naît demain, à chaque moment, en se saisissant des points d'appuis, à chaque fois dans le nombre et dans les volontés.** ●

© Serge d'Ignazio

# La pandémie : une leçon de choses

**Pierre Zarka**

La situation sanitaire est un condensé de ce qu'est le capitalisme et de ce que peut être le combat pour s'en affranchir.

2003, puis 2010 : des chercheur/euses alertent sur l'apparition des coronavirus, et demandent des moyens pour s'y consacrer. Trop coûteux et pas d'actualité répondent les gouvernements. Depuis 1978 le nombre d'étudiants en médecine a été systématiquement réduit, la fermeture de lits d'hôpitaux continue. Est-ce limité aux enjeux sanitaires ?

Alors que la question des moyens est posée, 60 milliards de dividendes sont versés en France. Ils n'iront ni dans l'économie ni dans les services publics, ni dans… ! Ajoutons le cynisme : Les vaccins ont été une aubaine pour les labos. Sanofi verse cette année à ses actionnaires 4 milliards. On voit pourquoi les big-pharmas ne se sont pas empressées de faire des brevets un bien public. A rebours les actionnaires font désormais figure de parasites. Ce qui peut ouvrir plus souvent sur où trouver l'argent.

Macron loue notre système de santé : la Sécu. Or lui et ses prédécesseurs n'ont de cesse de la tuer. Revenons sur son principe fondateur : « De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ». Marx dit cela du communisme. Combien de combats pourraient être mus par un tel principe ?

L'occasion fait le larron : concentration des pouvoirs entre les mains du président omniprésent. D'où ses deux lapsus du 12 Juillet annonçant à l'avance ce que VA décider le Conseil des ministres, donc pas la peine de le réunir et ce que VA décider le Parlement, donc... Quant au passe sanitaire il est un précédent dangereux de détection et d'exclusion des « bon.ne.s » et « mauvais.es » citoyen.ne.s, selon la visibilité de leur mise en conformité. En cela, il est inspiré de l'idéologie d'extrême-droite qui a commencé par les migrants. Combattre le passe et l'extrême-droite vont de pairs.

Devant des enjeux complexes comme la santé, l'écologie ou l'économie, le pouvoir de décision serait obligatoirement entre les mains d'experts. Exit la démocratie. En quoi des préfets et un président sont-ils plus aptes que les habitants à recevoir des informations de la part de scientifiques pour décider des mesures à prendre ?

© Serge d'Ignazio

Avec le rôle des hospitaliers, le monde du travail est apparu indispensable. On les a fait applaudir puis il a fallu tenter de ternir leur image en évoquant les hospitaliers qui ne seraient pas vaccinés. Trop tard : leur nombre, leur charge de travail, les salaires sont devenus des questions largement publiques. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour tous les salarié.e.s en mettant en avant l'apport de leur travail à la société ?

Travailler serait inévitablement obéir. En assumant des responsabilités réservées jusqu'alors à la hiérarchie, les hospitaliers ont démontré que le mot « autogestion » pouvait être une réponse au présent immédiat.

La mondialisation version peuples : devant le besoin de ne pas faire de la propriété des brevets un obstacle au développement de la vaccination contre le Covid (sans la rendre obligatoire) c'est une pétition à l'échelle de l'Europe qui a poussé les feux. Il est donc possible de dépasser le stade de la solidarité morale entre peuples pour voir comment chacun avec ses spécificités s'attaque aux mêmes obstacles et dégager ainsi comment coordonner leurs actions.

Au total : une perte de confiance envers toute la sphère institutionnelle (politiques, médias, directions d'entreprises). L'ampleur des abstentions dit le rejet du système. Reste à préciser ce qu'implique concrètement d'en sortir. La multiplicité des combats ne peut-elle pas déboucher non pas sur de l'uniformité mais un dénominateur commun ? ●

# Les soignants, leur travail et leurs luttes

**Olivier Frachon**

Les luttes des soignants ont débuté avant la crise sanitaire, leurs mobilisations importantes, multiples ont revêtu plusieurs formes. De la grève des urgences à celle du codage des actes, des mobilisations et manifestations aux centaines de démissions administratives de chef-fe-s de services, les personnels de santé se sont mobilisés à de nombreuses reprises pour obtenir des moyens pour l'hôpital public, pour la reconnaissance de leur travail, et pour en finir avec le nouveau management public et ses conséquences sur la santé publique.
La crise sanitaire, la pandémie du Covid, est venue interrompre ces mobilisations et mettre en évidence ce qu'exprimaient les luttes des personnels de la santé : manque de personnels, manque de moyens, bureaucratisation croissante au détriment de l'exercice du métier…

**Un renversement du pouvoir...**

Face à l'urgence, pour faire face à un virus inconnu, mais surtout face à l'impréparation du gouvernement et de l'administration, il a fallu ouvrir des lits, transférer des services et finalement mobiliser l'ensemble des personnels soignants, et les remercier, le soir venu, par des applaudissements quotidiens.
Dans de nombreux endroits, pas dans tous, le pouvoir a changé de mains, il est passé de celles d'une administration bureaucratique à celles des soignants.
Leurs propos en sont le témoignages[1].

"Avec le Covid j'ai vraiment eu le sentiment très particulier de vivre une émulation qui m'a ramené vingt ans en arrière. Le Covid a eu du bon et du moins bon dans nos services, il a provoqué du cloisonnement. Mais il a aussi soudé, fédéré, recréé un dynamisme d'équipe... Un esprit d'équipe s'est installé pendant un temps, avec une reconnaissance immense. Peu de gens l'avouent mais cette reconnaissance par les applaudissements à 20 heures au cours de cette période si particulière ça faisait chaud au cœur à beaucoup…

"Lors de la première vague du Covid, l'administration a été débordée, l'ARS surtout a été complètement dépassée et le pouvoir a été donné aux médecins pour débrouiller les situations et arriver à faire ce que l'on fait maintenant avec la troisième vague. C'est-à-dire déprogrammer les malades, réorganiser les services, transformer les services hospitaliers en unités Covid, libérer des réanimateurs-anesthésistes de bloc et des respirateurs de bloc vers des salles de réveil, vers des unités de réanimation Covid néoformées. À ce moment l'administration et l'ARS, débordées, ont donné le pouvoir aux médecins qui ont montré qu'ils s'en débrouillaient fort bien. On a vécu une période un peu faste à ce moment-là, jusqu'à ce que les lits ouverts aient été refermés et les contrats des personnes recrutées en CDD aient été annulés…

"La dimension humaine de nos missions nous porte à agir face aux problèmes, à faire beaucoup plus que ce qui est indiqué sur nos fiches de poste. Ces « débordements » sont particulièrement fréquents dans la fonction publique hospitalière et encore plus dans un hôpital entièrement dédié à des enfants. La plupart des personnels ne sont pas ici par hasard. Malheureusement, l'institution a compris qu'elle pouvait compter sur notre engagement et ainsi refuser de prendre en compte des problèmes récurrents de l'hôpital public"...

1. Récits disponibles sur le site de la compagnie Pourquoi se lever le matin ! https://pourquoiseleverlematin.org et sur le site des Atelier de refondation du service public hospitalier https://ateliersrefondationhopitalpublic.org/

**… vite corrigé**

Durant cette période les services administratifs se sont mis au service des soignants, répondant aux demandes, ouvrant des possibles, œuvrant pour faire face aux besoins. Mais sitôt la première vague dépassée, les logiques se sont inversées, les logiques managériales, celles mises en place par le NMP (Nouveau Management Public) ont repris le dessus. Et les conclusions du Ségur de la Santé, n'ont pas été à la hauteur des attentes, ni des besoins exprimés et validés par la crise sanitaire. Car le gouvernement n'entend pas remettre en cause les décisions qui depuis plus de 15 ans compromettent l'avenir du service public de la Santé, au risque de l'épuisement, de la démotivation et des démissions de soignants. Malgré toutes les alertes des soignants !

© Serge d'Ignazio

"Je fais partie de ces personnes qui ont un peu, et même beaucoup, de ressentiments vis-à-vis de l'institution. Des personnes qui cherchent à quitter l'Hôpital. J'observe une vague de collègues qui, je pense, ne vont pas faire long feu car ils sont épuisés psychologiquement et moralement par les lourdeurs croissantes qui affectent l'institution. Celle-ci use les agents y compris l'encadrement.
Certes, des solidarités permettent au jour le jour de tenir, mais elles laissent à tous la charge des dysfonctionnements. L'Hôpital coule, coule doucement avec des personnels qui n'en peuvent plus de ne plus être reconnus pour leur engagement. L'institution ferme les yeux, déplace les problèmes. Nos communautés professionnelles sont profondément ébranlées…
"Quand j'observe le nombre de visas nécessaires pour la moindre décision, je doute. On perd beaucoup trop d'énergie dans des procédures administratives…
"J'ai la sensation d'avoir une hiérarchie, celle de proximité et l'administration, complètement décalée de la réalité du terrain. Ça fait déjà plusieurs années que ça dure. Quand je dis à une cadre de pôle que ce n'est pas normal que des gens dorment dans le service d'urgence sur des brancards, que c'est récurrent, que ça ne représente pas l'hôpital public, que je n'ai pas l'impression d'être une soignante …. elle me répond: " Il va falloir vous habituer à ce que ça soit ainsi". Est-ce que c'est une réponse ?…
"Je ne suis plus dans mon rôle quand, débordée, je ne peux pas prendre le temps de m'occuper correctement des patients, sans stresser, en sécurité, avec le temps nécessaire pour échanger avec chacun. Combien de fois, pressés de toute part et par souci d'efficacité, nous ne répondons pas aux patients qui appellent. À la fin, on finit par baisser la tête quand on passe dans les couloirs…
Il y a un moment où l'on se dit que la coupe est pleine. Ce fut mon cas. En 2019, j'ai quitté les urgences. Je travaille actuellement dans un laboratoire d'analyses médicales… J'ai gardé le contact avec les patients, j'ai des horaires convenables et je suis bien mieux payé. Je ne regrette pas mon départ"...

© Serge d'Ignazio

**En faire l'affaire des soignants, des soignés et des accompagnants**

En juillet 2020, un appel a été lancé, pour que s'engage une réflexion collective et démocratique sous forme d'ateliers ouverts à tous, pour recueillir la parole de celles et ceux qui ont traversé la crise sanitaire, soignants, soignés, usagers, et travailler ensemble à la refondation du service public hospitalier, en réinvestissant la question des collectifs de soin et, à partir d'eux, réfléchir à des formes de gouvernance fondées sur le soin, plus autonomes, plus horizontales et démocratiques. Des ateliers ont eu lieu à Montreuil, en octobre 2020, et à Marseille en juillet 2021. Et des paroles de soignants, d'usagers ont été recueillies, des expériences partagées (on peut retrouver le détail des travaux et des récits de travail sur le site https://ateliersrefondationhopitalpublic.org/) .

**réfléchir à des formes de gouvernance fondées sur le soin, plus autonomes, plus horizontales et démocratiques**

Ce que nous décrivent les soignants est très comparable à ce qu'ont pu vivre de nombreux salariés, notamment dans les services publics, qui ont vu se mettre en place le management dont on nous dit qu'il vise à l'efficience, à la performance, à satisfaire le client. Avec l'arrivée de consultants qui, ignorant toute la spécificité des hôpitaux et des métiers de la santé, accompagnent l'administration et le management dans la mise en place des recettes déjà expérimentées dans les entreprises. A l'écoute des intéressés cette démarche commence par la substitution des mots utilisés pour les remplacer par un langage anesthésiant toute résistance, "*par des mots auxquels il est difficile de s'opposer parce qu'ils paraissent incontournables, gouvernance, efficience, performance, hôpital de flux en lieu et place d'hôpital de stock, démarche qualité*"…

**Défendre le travail et la démocratie sanitaire**

Mais surtout des mots qui confisquent les mots du métier, qui accompagnent la substitution du suivi du travail réel à celui des indicateurs et des tableaux de bord. Parfois, dans les services publics, cette substitution s'est heurtée à la résistance des salariés, des conflits ont permis au travail réel sinon de s'imposer mais de continuer à exister face à la dictature des tableaux de bord. A l'hôpital ce management s'est accompagné de la suppression de près de 100 000 lits, soit 4 fois plus de soignants, et l'urgence a été de faire face pour continuer à soigner. Pire encore, les choix découlant du manque de moyens ont été renvoyés aux soignants, qui ont été contraints à des arbitrages insoutenables car relevant de l'humanité ! La tarification à l'acte (T2A) est venue parachever cette stratégie, chaque service, chaque hôpital devant être rentable au regard d'une tarification que l'on peut qualifier de bureaucratique. Une tarification qui est à l'opposé de la logique des soignants, car établie par un regard techniciste, bureaucratique sur le travail, un regard qui ne peut prendre en considération la réalité du métier de soignant, forcément réduit à une succession d'actions élémentaires ignorant la réalité du travail, quel qu'il soit.

Ce qui se passe dans la santé publique est un véritable enseignement de la façon dont le néo-libéralisme traite le travail. Sans idéaliser le passé de l'hôpital, ni ses organisations, ni les rapports existants entre les différentes catégories, on pourrait comparer ce qui s'est mis en place dans l'hôpital public à l'arrivée de l'organisation scientifique du travail dans l'industrie, et aux évolutions de l'organisation du travail dans l'industrie et les services ces dernières décennies. Au nom de l'efficacité et du développement les travailleurs de l'industrie ont été dessaisis de leur travail, remplacé par celui défini dans les bureaux d'études, et dans les services, si l'autonomie et l'initiative sont valorisées c'est dans le cadre d'objectifs et d'indicateurs ne prenant pas en considération le travail réel.
Comme l'écrit Danièle Linhart, « *les soignants en lutte représentent en fait les sentinelles de la dégradation de l'essence même du travail de tous… Ils rendent manifeste le lien entre la dégradation de leurs conditions d'exercice et celle de la qualité de leur prestation qui apparaît comme un danger majeur… Dans les autres secteurs professionnels il y a comme une impuissance à établir et à dévoiler le même lien de causalité. Comme si la bataille de la finalité du travail, de son sens, était déjà perdue... Ailleurs tout se passe comme si la modernisation managériale avait définitivement piétiné toute conscience collective des enjeux du travail par la politique d'individualisation de la relation au travail, par la casse des collectifs et la mise en concurrence des uns et des autres qu'elle a imposées* » [2].

**la suppression de près de 100 000 lits, soit 4 fois plus de soignants**

Les Ateliers de Montreuil et Marseille ont montré que pour transformer les choses, ce n'est pas seulement sur les moyens, sur les budgets qu'il faut agir, l'action des intéressés eux-mêmes est aussi indispensable. Les exemples de mobilisation autour de la santé communautaire, de la lutte contre le sida à "l'hôpital hors les murs" mis en place dans les quartiers de Marseille Nord montrent l'énergie et l'innovation qui se dégagent quand la parole et l'action sont permises à tous les acteurs. Quand la démocratie est le moteur de la mobilisation et de l'implication des intéressés ! Tout l'opposé de ce que font actuellement le gouvernement et le président de la République, démontrant que dessaisir la population de sa santé et des moyens de la défendre génère l'incompréhension et les résistances. Les soignants nous disent que les applaudissements du premier confinement ont fait la place à l'exaspération, au ressentiment. Quoi d'étonnant dans un monde et une période qui ignorent les engagements collectifs, quand les gouvernants préfèrent l'autoritarisme à la discussion, la dispute et finalement la mobilisation collective. Mais n'est-ce pas là l'enseignement à tirer pour reconstruire l'hôpital public ? ●

2. Préambule de "L'insoutenable subordination des salariés" Danièle Linhart - Edition Erès

# Personnel soignant, une résistance sociale mondiale

**Patrick Le Tréhondat**

La déferlante de la pandémie du Covid-19 a vu de nombreuses résistances sociales aux conditions faites aux travailleur·euses dits de première ligne. Parmi les différents secteurs du salariat mobilisé pour défendre son intégrité physique face à la défaillance de leur employeur (privé ou étatique) à leur fournir des équipements de protection individuelle, les infirmières (et aides-soignantes) ont montré un haut niveau de combativité que ce soit à New York, Johannesburg ou encore Séoul. Partout, les mêmes revendications ont été mises en avant sur leurs conditions de travail ainsi que la question des salaires et de manque de personnel. Les modes d'action ont été souvent identiques, rassemblements, manifestations, droit de retrait et mêmes grèves. Ces mouvements menés par le prolétariat mondial en blouse blanche ont été souvent violemment réprimés : menaces, licenciements, mises à pied, interventions brutales de la police. Dans des hôpitaux publics ou privés les organisations syndicales ont été à la pointe de ces combats.

**Quelques exemples sur 4 mois de lutte (mars-juin 2020)[1]**

Dès le mois de mars 2020, le syndicat américain des infirmières NNU procède à une enquête dans les hôpitaux pour évaluer la protection des personnels soignants contre le Covid : le résultat est accablant. En Bolivie (9 avril) les infirmières exigent que leurs déléguées soient mandatées aux réunions du plan de lutte contre le Covid-19. Le 26 mars, des milliers d'infirmières hospitalières au Zimbabwe déclenchent une grève à l'appel de leur syndicat ZNA. Afrique du Sud, deux travailleurs de la santé de la province de l'État libre ont été blessés après que la police ait tiré des balles en caoutchouc contre un rassemblement auquel ils participaient. Le 19 avril, les travailleuses d'un hôpital de Mendoza (Argentine) se sont réunies en assemblée générale pour exiger une protection sanitaire et la fin de la précarité salariale. Le 21 avril, la New York State Nurses (42 000 membres) a déposé plainte contre l'État et deux hôpitaux pour manque au « devoir fondamental de protéger les travailleurs de la santé et le grand public ». Pakistan, 27 avril,

1. Cette revue des luttes est extraite d'un dossier plus complet « Covid-19 : Personnel soignant, une résistance sociale mondiale », en téléchargement libre et gratuit le site www.syllepse.net - rubrique « En téléchargement gratuit »

© WSWS media

Pour la photo Infirmières en grève à Worcester, avril 2021

des dizaines d'infirmières sont en grève de la faim depuis dix jours à Lahore pour protester contre le manque de matériel de protection. Le 29 avril, en Afrique du Sud, plus de 40 membres du personnel se sont mis en grève à l'hôpital de jour Lætitia Bam. Le même jour, dix infirmières de l'hôpital Santa Monica, à Los Angeles (USA) sont suspendues car elles refusent de travailler sans masque. À Kong Kong, le 2 mai, un syndicat des personnels hospitalier, le HAEA, est fondé et syndique 25 % des employé·es. 10 jours plus tard, une grève est votée. En Afrique du Sud, des médecins et des infirmières se mettent en grève à l'hôpital Mpilisweni (21 mai). Il s'agit de la deuxième mobilisation dans l'établissement depuis le confinement. Le 4 juin, les infirmières travaillant à l'AIIMS (New Delhi, Inde) manifestent pour la troisième journée consécutive. Les mobilisations des personnels soignants ne se sont pas arrêtées là. Elles se poursuivent. Fin juin de cette année, les 700 infirmières de l'hôpital de Worcester, (Massachusetts, USA) entamaient leur quatrième mois de grève pour l'amélioration de leurs conditions de travail face au Covid et des augmentations de salaires.

## Prolétaires en blouse blanche de tous les pays, unissez-vous !

Prolétaires en blouse blanche de tous les pays, unissez-vous ! ●

# La sécurité sociale, du déjà là au pas encore là

**Marianne Coudroy - Sylvie Larue**

**La sécurité sociale c'est un grand espace de solidarité non marchand au sein de notre société capitaliste**. Elle veille sur nous tout au long de notre vie. Elle est un atout incontournable dans la lutte contre la pandémie.

Elle puise sa force dans les principes de solidarité, d'universalité et d'égalité. Chacun verse selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Ainsi un budget dépassant celui de l'état échappe à la logique marchande. Les cotisations sociales ne subissent pas la spéculation, et sont utilisées directement pour les besoins. Elles garantissent aussi le salaire des soignant.es.

Le coût de fonctionnement de la sécu est très faible: 3% des cotisations, à mettre en regard des 20% des primes réglées aux complémentaires santé qui servent à leurs dépenses publicitaires ou à la rémunération de leurs actionnaires (pour les assurances).

Elle a participé à l'augmentation de notre espérance de vie et inspire de nombreux pays.

Elle est ressentie comme appartenant à chacun.

**Mais depuis sa création, elle est fragilisée par les coups de butoir du capital.**

Elle n'est plus gérée par les représentant.es des cotisant.es et le processus d'étatisation l'a fragilisée. D'un coté les lois de finance de la sécurité sociale votées chaque année au Parlement déconnectent les budgets des besoins en restreignant de manière draconienne les dépenses. De l'autre, les allègements de cotisations « patronales » permis par les gouvernements successifs assèchent les ressources et ne sont plus remboursés par l'état depuis 2 ans. La CSG, un impôt, en finance une part croissante, fragilisant son équilibre en l'éloignant de la source venant des richesses créées par le travail.

**Passer à l'offensive c'est aussi étendre le principe de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins à d'autres secteurs**

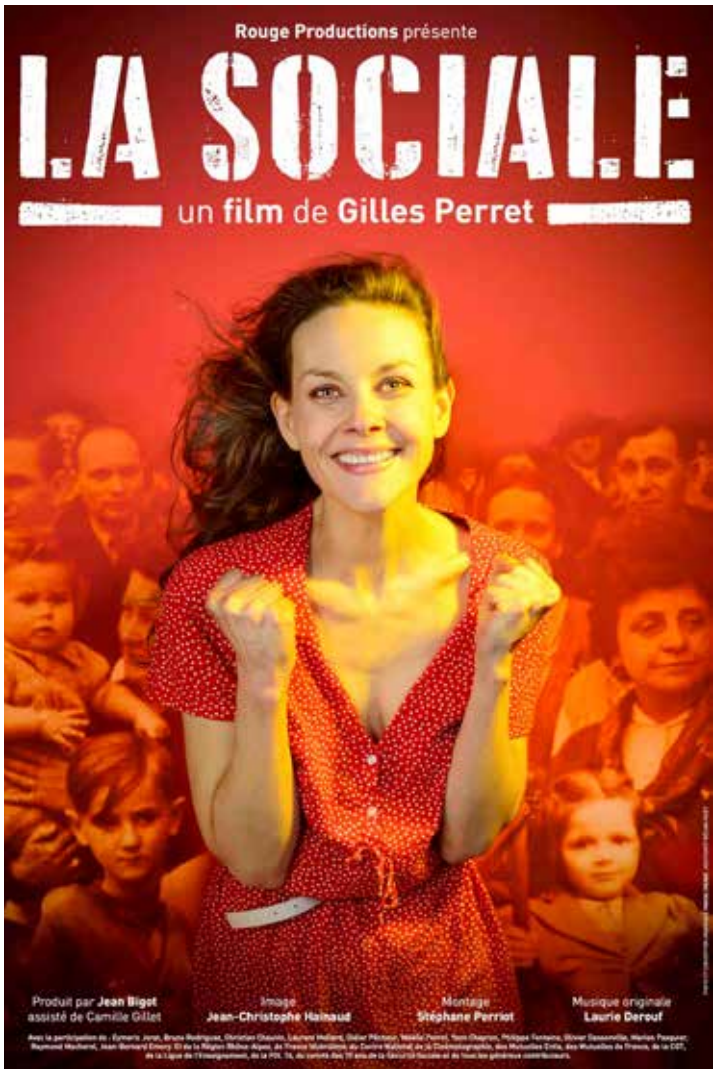
Le coût des médicaments reste une dépense exorbitante, le choix de fabrication et les prix sont fixés par les Big Pharma, non en fonction de leurs coûts de recherche (en partie assumés par la recherche et l'hôpital publics) et de production, mais au titre du « service rendu ». Il en est ainsi de l'augmentation du prix des vaccins.

On peut rajouter les déserts médicaux, les dépassements d'honoraires, la casse des hôpitaux, la tarification à l'activité, les partenariats publics-privés pour financer des hôpitaux qui s'endettent pour des dizaines d'années, l'insuffisance de la prévention (le développement exponentiel des cancers en lien avec la dégradation de l'environnement par les pratiques agricoles intensives). La liste est longue.

Enfin la part de plus en plus grande des mutuelles, biaise le principe de base de la sécurité sociale (les contrats dépendent des moyens de chaque mutualiste) et poursuit la dérive vers un système assurantiel.

**Seul un nouveau développement de la sécurité sociale peut la préserver des prédateurs, financiers et Big Pharma.**

Dans le domaine de la santé, chaque lutte devrait faire référence au système de la sécurité sociale, sous peine de perdre de vue ses principes fondateurs et par là même contribuer à sa fragilisation. Il faut rendre aux travailleurs la gestion de la sécurité sociale, intégrer aussi les associations de patients, les professionnels…




Il faut aussi viser l'intégration de l'activité des complémentaires santé dans la sécurité sociale, revendiquer une couverture 100 % sécurité sociale. L'appropriation sociale du secteur de production des médicaments est aussi incontournable.

Passer à l'offensive c'est aussi étendre le principe de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins à d'autres secteurs. Par exemple l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation fait son chemin.

Loin d'être ringarde ou nostalgique, la garantie collective des droits individuels est résolument moderne ! ●

# Démocratie participative en santé : à construire

**Martine Lalande,**
membre du Syndicat de la Médecine Générale

**Les personnes vivant avec le sida l'ont montré** : les plus concerné.es savent dire ce dont ils et elles ont besoin pour leur maladie, réclamer des traitements, être associé.es à la recherche. Avant eux, les parents d'enfants myopathes étaient intervenu.es pour que la recherche avance même si elle n'intéressait pas les laboratoires. La santé concerne les usager.es. Et pourtant, ils et elles ne sont quasiment jamais consulté.e.s, même si leur maire les représente au conseil d'administration de l'hôpital et peut faciliter l'installation d'une maison de santé ou rendre les services publics accessibles aux handicapé.es. L'organisation du système de soins en France se fait sans consulter les principaux et principales intéressé.es. Les médecins s'installent où ils et elles veulent sans se soucier des déserts médicaux, les agences régionales de santé distribuent des moyens et des missions en fonction de ce qui est déjà en place et semble fonctionner. Des projets de santé sont validés sans réelle évaluation des besoins. Comme si les professionnel.les et les institutions savaient d'emblée ce qui est adapté pour la population qui les fréquente. Résultat : certain.es n'ont pas accès aux soins, et les problèmes de santé liés à l'environnement ou au travail sont rarement abordés. Heureusement des équipes montrent que la prise en charge de la santé et pas seulement des soins ne peut se passer de l'échange avec les usager.es. Les équipes de certaines maisons et centres de santé commencent par une enquête sociologique dans la localité où elles doivent s'implanter, et prévoient d'employer des habitant.es relais et des travailleur.ses sociaux.ales pour aller au devant des gens du quartier, et des espaces de rencontre ou de réunions collectives. Dans certaines maisons médicales belges, des usager.es participent aux assemblées générales où l'on discute des projets prioritaires.

**Les conseils locaux de santé doivent être des lieux où tous les résident.es de la localité peuvent trouver une place**

**Comment développer la participation des personnes vivant sur un territoire au système de santé qui leur est destiné ?** D'abord au niveau local, là où une population est concernée par des questions géographiques et environnementales ayant un impact sur leur santé. On connaît l'expérience de Port de Bou, où une cartographie permettait de connaître les risques pour la santé selon les postes de travail des entreprises locales, expérience qui n'a pas été soutenue par les pouvoirs publics et a dû s'arrêter. Ce travail devrait être fait au niveau de chaque municipalité. Comme dans la commune de Saillans, des commissions avec les habitant.es se réuniront sur le thème de la santé. Des conseils locaux de santé pourront alors définir les besoins spécifiques de la population. Pour les grandes villes, ce travail se fera au niveau des quartiers. Puis des membres des conseils locaux

de santé seront choisi.es pour participer aux différentes structures de santé (hôpital, maison ou centre de santé…), au centre d'assurance maladie et aux conseils régionaux. Se faire représenter par l'élu à la santé de la commune ne suffit pas, il faut un mode de représentation des habitant.es qui reflète la population. Les conseils locaux de santé doivent être des lieux où tous les résident.es de la localité peuvent trouver une place. Peut-être faudra-t-il faire du porte à porte comme le font certaines associations d'initiative citoyenne et des permanences dans les salles d'attente pour recueillir les problèmes et les envies d'agir des personnes vivant là. Si les habitant.es sont réellement représenté.es dans ces commissions ou conseils locaux de santé, on trouvera des modes de désignation de délégué.es, comme le tirage au sort, pour participer aux autres niveaux de décision.

**L'épidémie de COVID aurait du être l'occasion d'expérimenter la démocratie participative**, en s'appuyant sur les associations et les groupes prenant des initiatives, comme la fabrication de masques et de surblouses ou le ravitaillement des personnes isolées et en difficulté. En réunissant localement les citoyen.nes, on aurait pu mettre en place très vite des moyens adaptés de lutte contre l'épidémie et de solidarité, tout en respectant les besoins et les droits des citoyen.nes. ●

© Serge d'Ignazio

# Élisabeth Roudinesco ne me convainc pas

*Cerises* de juillet invitait à la lecture de « Soi-même comme un roi », le livre d'Élisabeth Roudinesco ne me convainc pas. L'autrice, appuyée sur un panel extrêmement vaste d'auteurs du XVIII[e] siècle à nos jours examine les combats d'aujourd'hui relatifs au genre, au racisme, au féminisme, aux identités d'une manière générale. Elle s'efforce de mettre au jour le phénomène d'assignation identitaire qui aurait remplacé les combats émancipateurs du siècle dernier. Elle a su convoquer entre autres Sartre Beauvoir Lacan Césaire Fanon Foucault Deleuze Derrida pour appuyer sa thèse : les combats relatifs aux questions de race, de genre, d'identité sexuelle, sont de sérieux dangers de dérives identitaires. Elle ne manque pas de relever le retour tonitruant de la notion d'identité nationale dans le discours de droite et d'extrême droite.

Humblement, je m'en tiendrai à la part de l'ouvrage réservé aux questions du racisme. Les citations abondantes de Césaire, Senghor, Glissant ou encore Fanon ne parviennent pas à masquer l'observation insuffisante des combats antiracistes d'aujourd'hui. Des changements radicaux sont intervenus qui sont prometteurs. Ainsi d'un siècle à l'autre nous sommes passés d'un combat antiraciste sous surveillance, habilement circonscrit par la social-démocratie à l'aide de la petite main jaune qui menaçait : « touche pas à mon pote » …

Ce qui a fondamentalement changé, et qu'Élisabeth Roudinesco n'interpelle pas, c'est que la petite main confisquait, au moins momentanément, la construction d'un combat antiraciste autonome. Cette interrogation manquée empêche l'autrice de repérer que désormais, pour leurs combats émancipateurs l'atout des dominés n'est plus d'avoir un pote, c'est d'avoir conquis la conduite de leurs luttes.

Conduite autonome, et de surcroît avec les mots qui leur vont bien ?

Ainsi, au cours de la promotion de son ouvrage Élisabeth Roudinesco s'offusque, après bien d'autres, de l'usage du mot « racisé ». Pourquoi, s'interroge-t-elle dans son livre, « les victimes de discrimination accepteraient-elles d'obéir à l'injonction de soumission les invitant à rejoindre l'enfer de la dépendance clanique qu'elle soit genrée, racisée… ».

Alors : « victime du racisme » c'est ainsi qu'il faudrait dire plutôt que racisés.es ? Derrière la bataille des

mots, il y a ici encore le passage d'une époque à une autre. Et, les racisés.es d'aujourd'hui n'entendent plus être victimes, ils et elles sont d'abord au combat, un combat qui n'a rien de clanique. Ainsi c'est une jeunesse de toutes les couleurs de peau, pratiquante de toute confession ou de pas de confession du tout, qui s'est rassemblée exigeant justice et vérité pour Adama.

Dépendance clanique genrée ? Justement ! Elles auraient dû raconter leur histoire à Élisabeth Roudinesco. Ce sont les 20 femmes de chambre de l'hôtel Ibis. Elles sont noires ou blanches, elles portent boubou ou bien jean et pull collant. Elles croient en Dieu ou n'y croient pas. Elles font un signe de croix ou bien s'agenouillent tournées vers la Mecque… Elles ont derrière elles 22 mois de lutte dont 8 de grève ! Quasiment deux ans qu'elles réclamaient de meilleures conditions de travail. Les 20 femmes de chambre de l'hôtel Ibis des Batignolles à Paris dans le XVII$^{e}$ arrondissement ont signé un accord avec leur employeur ce mardi 25 mai dernier qui leur accorde tout ce qu'elles réclamaient. Et même plus.

Racisme, discrimination, genre... évidemment qu'une hirondelle ne fait pas le printemps alors il faut donner un coup de main au printemps !

● **Catherine Destom-Bottin**

## Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit, et sans armes

C'est peut-être le titre qui interpelle. Son côté un peu absurde, qui certifie que oui, c'est possible, on peut changer le monde. Le sous-titre aussi : « seul, tout petit, et sans armes »… C'est la victoire du faible, du démuni. David contre Goliath version essai politique. La promesse d'un combat mythique… avec une fin heureuse.

Pour couronner le tout, une fois ouvert… Eh bien, Srdja POPOVIC sait simplement de quoi il parle.

Fondateur du mouvement Otpor ! Qui précipita la chute de Milosevic, puis conseiller de nombreux mouvements non violents, Popovic nous fait voyager de contestation en contestation, Belgrade, Le Caire, Israël, La Birmanie, de réussites en échecs… Il raconte. Explique. On l'écoute comme un enfant ravi. « Les idées et les histoires de ce livre ne doivent pas seulement être comprises, elles doivent aussi, et surtout, être ressenties. » dit l'avant-propos. Et ça marche. Comme c'est un livre intelligent, on se prend à réfléchir, à s'imaginer unir nos forces pour corriger les injustices.

Un livre-boîte-de-Pandore, accessible, clair, bien écrit, qui, quand on réussit à le refermer, laisse traîner au fond de notre esprit le remède à nos maux : l'espoir.

● **Alexandra Pichardie**

Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit, et sans armes. Srdja Popovic (Essai), Éditions Payot, format poche, mars 2017, 400 pages, 7,00€uros

## Là où nous dansions

Le texte suit l'enquête de Sarah et Ira, de la police de Détroit, après la découverte d'un corps, en 2013, dans la ville en démolition. Leurs regards, leurs souvenirs se croisent et nous font découvrir la ville et son histoire depuis bientôt cent ans.

C'est un beau portrait de Détroit, la ville de la « marche de la faim », qui a réuni noirs et blancs à la fermeture des usines après la crise de 29. La ville des tours du Brewster Project, lancé par Eleanor Roosevelt pour loger les familles noires venues travailler dans les usines Ford. La ville du jazz, d'Aretha Franklin, et des Suprêmes, celle des espoirs et des luttes, des violences racistes et économiques, tour à tour abandonnée par une partie de ses habitants puis récupérée par les spéculateurs.

Malgré la violence des rapports sociaux, nous sommes attachés par l'humanité des personnages qui résistent chacun à leur manière.

● **Marianne Coudroy**

Là où nous dansions, Judith Perrignon, Éditions Rivages, Janvier 2021, 352 pages, 19,00€uros

## Le roman de la politique

Natacha Michel est une écrivaine qui forma avec Sylvain Lazarus et Alain Badiou le trio central de l'UJCml, organisation mao particulièrement active dans la grève des foyers Sonacotra ou au Franc-Moisin, quartier populaire et ancien bidonville de Saint-Denis.

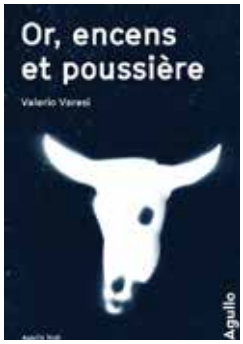
Ce court ouvrage rend compte, avec sans doute une grande sincérité, de la démarche politique dans une dimension affective (à moins que ce ne soit l'inverse) d'une « aventure » non négligeable de l'extrême-gauche française. L'auteur en décrivant son parcours indique les limites même d'une politique qui posa avant bien d'autres la question du parti et de « l'orga ».

Si ce livre permet d'appréhender les désaccords avec la Gauche Prolétarienne, il ne dit rien des différences avec la PCMLF (« maos staliniens » proches de Pékin) ou du PCRml (autres maos « spontanéistes »). Les actions portées dans les usines, les quartiers populaires, les ouvriers sont ici présentées avec empathie mais avec exactitude quant à la démarche et aux valeurs prônées par ces partisans.es.

Entre témoignage et récit, l'auteure nous livre ici un regard utile sur le chemin d'une vie, d'un engagement qui constitue encore un tabou majeur, le trou noir de la mémoire de la gauche radicale française.

● **Patrick Vassallo**

Natacha MICHEL, Le roman de la politique, Éditions La fabrique, 2020, 220 pages, 15€uros




## Or, encens et poussière

D'aucuns trouveront un poil blasphématoire ce polar italien qui, outre qu'il brocarde la bien -pensance catholique, aborde ici un sujet « angle mort » en Italie, celui des Rroms.

Dans cette plaine du Pô, où l'hiver grisaille et attaque le moral d'un commissaire à l'humanisme secoué et aux amours interrogées, quelle intrigue va-t-elle nous entraîner au bout du suspense ?

Ce petit polar de poche décrit sans excès ni mièvrerie ce morceau d'Italie, ses mœurs communales, ses traditions. La reconnaissance le dispute à l'honorabilité. Les lucioles brillantes de l'Europe « riche » font battre les espérances de celles qui n'ont ni leur famille ni plus grand chose à perdre.

D'un carambolage sur l'autoroute à la dispersion sauvage d'un troupeau de taureaux, un corps brûlé, un camp rom, et Angela. La cour paroissiale n'a qu'à bien se tenir. La morale bien séante veille sur les rues cafardeuses. Quelques autorités n'ont de cesse de voir clos ce dossier par trop dérangeant. De la routine. Comme un râpé de noisettes sur une focaccia piémontaise. Parme dont la couleur ne sied pas toujours quand noir est si sombre.

La petite horreur-surprise de l'espace Schengen n'a pas fini de nous tenir en haleine…

● **Patrick Vassallo**

Or, encens et poussière, Valerio Varesi, Editions Agullo, 2020, 283 pages, 21,50€Point poche 7,50€uros

## Après les chiens. La Patience de l'immortelle

Ces deux livres ont comme personnage principal Ghjulia Boccanera dite Diou, une « privée » dans la lignée de Fabio Montale le flic atypique de la trilogie marseillaise de Jean Claude Izzo. « Après les chiens » se déroule à Nice suite à la découverte du cadavre d'un jeune Erythréen et nous mène dans la vallée de la Roya sur la route des réfugiés.es fuyant la misère et des régimes dictatoriaux et franchissant la frontière entre l'Italie et la France. Et en écho le passage de la même frontière pendant la deuxième guerre mondiale de juifs et juives fuyant l'occupant nazi.

« La patience de l'immortelle » se passe en Corse dans l'Alta Rocca la montagne dominant le sud de l'île. Diou est appelée à l'aide par son « ex » dont la nièce journaliste à la télé, a été assassinée alors qu'elle enquêtait sur la spéculation immobilière régnant sur le littoral. Elle doit se confronter à la loi du silence, à la maladie et à la mafia locale.

Deux livres passionnants écrits d'une écriture vive et tranchée, deux lieux différents marqués par la pauvreté, la violence et la corruption. Deux « polars » très politiques !

● **Henri Mermé**

Après les chiens, Michèle Pedinielli , Éditions l'Aube noire, 2019, 256 pages, 11 euros

La Patience de l'immortelle, Michèle Pedinielli, Éditions l'Aube noire, 2021, 240 pages 17,90 euros.

## Territoires

Baptiste Amann livre à la Fabrika en Avignon une magistrale trilogie : Nous sifflerons la marseillaise, D'une prison l'autre, Et tout sera pardonné qui nous tient en haleine pendant 7 heures… Il y est question de l'engagement politique hier et aujourd'hui. Dans un subtil va et vient entre mémoire et histoire, entre une tragédie familiale et la tragédie de l'Histoire, entre banlieue et Nation… B.Aman démontre que « la sphère familiale possède tous les éléments de la guerre civile » : 4 adultes, une sœur aînée et trois frères, dont l'aîné, lourdement handicapé à la suite d'un accident, est formidablement interprété par Olivier Veillon. Ils habitent un pavillon dans une banlieue populaire, et viennent de perdre leurs parents qu'il faut enterrer, ce qui prend trois jours, avec des allures à la fois de vaudeville et de drame. Ceci entre en résonance avec l'histoire des révolutions depuis Condorcet, évoqué par un excellent remake d'une séance d'Apostrophes entre B. Pivot et R.et E. Badinter, jusqu'à la guerre d'Algérie représentée par le procès de Djamila Bouhired militante FLN, en passant par la commune de G.Courbet, L.Michel , et T.Ferré… Des acteurs éblouissants capables en 30 secondes de passer d'un rôle à un autre tout aussi prégnant, en particulier Naila Harzoune d'une Louise Michel pétillante à un J. Vergès grave, et O. Veillon d'un handicapé profond à un procureur froid.

● **Bénédicte Goussault**

# L'été en pentes douces ?

Après deux années de vaches maigres, de scènes vides et de projets reportés, voici une reprise contrôlée, jaugée mais réelle, des activités culturelles, du spectacle vivant.
Des festivals ont été annulés, d'autres - et non des moindres - se sont tenus. Souci financier ou d'attractivité locale ou volonté politique et détermination à ne pas disparaître.
L'annulation au dernier moment du festival des arts de la rue à Aurillac aura provoqué « La Grande Manifestive ». La Fédération Nationale des Arts de la Rue a invité à se mobiliser « tous et toutes, les amoureux et passionnés.es des arts de la rue, pour participer le mercredi 18 aout 2021 à Aurillac ». Plusieurs centaines de personnes (1000 selon la presse locale) ont conclu par une manifestation artistique et revendicative à travers le centre-ville d'Aurillac, avec fête, joyeuseté, improvisations et de jolis petits spectacles professionnels pour cette journée de « défense des libertés dans l'espace public ». Les revendications avancées ont rappelé aussi celles que les théâtres occupés et les mobilisations sur l'assurance-chômage avaient mises en exergue depuis le début de 2021. (Voir le dossier précédent de Cerises).

©NG

La Grande Manifestive des arts de la rue ce mercredi 18 août 2021 à Aurillac.

**En pays girondin, le Fest'arts a réuni une trentaine de compagnies à Libourne où d**epuis 30 ans il se veut **fête populaire et intergénérationnelle**, dans **la rue, « cet espace si familier devient alors un lieu de rencontre et de démocratisation culturelle. »**
A Uzeste, les organisateurs de la Hestejada, ont publié le 29 juillet 2021 un communiqué informant du report de cette « 44e édition imaginée sous le feu :
- d'un incendie sanito-sécuritaire qui n'est pas prêt de s'éteindre,
- d'une crise sociale qui s'épaissit lourdement,
- de grimaces gouvernementales qui ne font rire personne,
- d'impasses sanitaires délétères,
- de réformes sociales qui couvent sous la cendre,
- d'un certain mépris vis à vis des œuvriers de la Culture, de ses artistes artistiquement libres ». Rendez-vous après l'été pour cette partition écologique sociale politique historique esthétique.
Les confinements avaient provoqué la création de nouveaux formats de spectacles (cours, extérieurs, quais ; etc.) pas sûr que l'été ait pérennisé ces formules. Mais plusieurs créations ont privilégié voix et mélodies, intimité et fraîcheur. Et pas forcément soutenues par des grandes majores.
Les deux sœurs lyonnaises du duo Delacourt, après s'être « testées » sur les terrasses sortent leur premier titre Bilbao, au goût très estival, entre pop et bossa nova.
Luxe, calme et volupté pourrait titrer la sortie de la chorale au fil de l'eau, conduite par Muriel Righeschi, à l'occasion de la deuxième fête à la halte nautique de Châtel-Censoir, village de l'Yonne. Une initiative culturelle qui alliait aussi la pêche, les générations et l'envie d'animer ce petit pays rural.
Désormais autoproduit, le trio LEJ sort - enfin ! - son « Sumlmer 21 ». Dans la veine de ces copines d'école qui ont cartonné sur internet et cherchent désormais à conforter et élargir leur route. Avec des paroles qui « parlent » et font bien mieux que des « vocalises »… A écouter avec attention.
C'est aussi d'humanité dont nous parle la franco-québécoise Jeanne Rochette dans son très beau « La malhonnête », déjà couru et primé.
Des voix de douceur dans un monde de brutes ? Des volontés de résister ? Sous le masque, garder le droit du sourire.

● **Patrick Vassallo**

cerises la coopérative

Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
http://plateformecitoyenne.net/cerises
https://ceriseslacooperative.info/